

PARIS, 20 (AFP)

Condamnations - UN.

La condamnation à mort prononcée aujourd'hui par la Cour Suprême contre le dramaturge Joseph Gali et le journaliste Gyula Obsersovsky traduit, estiment les observateurs spécialisés dans la question Hongroise, l'intention du Gouvernement Hongrois de frapper avec plus de dureté les protagonistes de l'insurrection d'octobre.

C'est pour cette raison, considèrent les observateurs, que le Gouvernement Kadar a procédé, il y a quelques jours, à une réorganisation de l'appareil judiciaire, en plaçant auprès des magistrats professionnels, dont l'indulgence a été dénoncée par la presse du parti, des conseils populaires, composés de vieux militants dévoués corps et âme au régime.

Gyula Obsersovszky, journaliste communiste, rallié à Imre Nagy, avait fondé, dès les premiers jours de l'insurrection, le journal "Igazság" (Vérité) afin de faire connaître à l'opinion Hongroise les objectifs des insurgés. Les premiers numéros de ce journal furent confisqués par la police, mais entre le 28 octobre et le 4 novembre, il devint le plus lu du pays. Suivra.

PARIS, 20 (AFP)

Condamnations - Deux dernier.

Après la seconde intervention Soviétique, le journal imprimé sous le titre "Elunk" (Nous Vivons) devint clandestin et exhorta le pays à la résistance passive et à la fidélité au Gouvernement Nagy, "seul gouvernement légitime". Arrêté et poursuivi devant le Tribunal Populaire de Budapest pour la publication de ce journal, Obsersovszky avait alors été condamné à cinq ans de prison.

Joseph Gali, également partisan d'Imre Nagy, est l'auteur d'une pièce intitulée: "La Montagne de la Liberté", dans laquelle l'affaire Rajk est présentée sous une forme littéraire. Cette pièce a été jouée le 6 octobre à Budapest, le jour même des funérailles nationales de Rajk et elle a remporté un succès immense.

Pendant et après l'insurrection Hongroise, Joseph Gali fut un des collaborateurs d'Obsersovszky dans son activité clandestine. Lors de son procès on lui avait reproché des articles publiés par "Elunk" et notamment ceux relatifs aux déportations des jeunes Hongrois en URSS. Il avait été condamné à un an de prison.